



AGROBIOSCIENCES

CHRONIQUES INRA 2020

7 DÉCEMBRE 2001

ANGERS, DES VOIX POUR UNE AGRICULTURE DURABLE

rédigé par Jean-Claude Flamant

Edité par la Mission Agrobiosciences. La Mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du contrat de plan Etat-Région par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Alimentation et des Affaires rurales.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>



La démarche de prospective « INRA 2020 »

Entre septembre 2001 et avril 2003, Bertrand Hervieu, Président de l'INRA a conduit une série de débats dans les régions afin d'identifier les grandes questions qui entourent l'avenir de la recherche agronomique, débats auxquels ont participé une grande diversité de partenaires de l'INRA ainsi que le personnel de l'Institut.

Les « Chroniques » rédigées à cette occasion par Jean-Claude Flamant (Mission Agrobiosciences), sous sa responsabilité, plantent le décor, l'ambiance et l'état d'esprit de ces débats, en restituent la substance et formulent les premières analyses prospectives. On y sonde les liens entre les orientations de l'Institut et les enjeux majeurs de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement. On y discute de la place des Régions à l'échelle de l'Europe en partenariat avec les grands organismes de recherche et les Universités. On y entend les préoccupations des chercheurs, les jeunes comme les seniors, sur la démarche, les difficultés et les passions du métier de chercheur.

Alors que le futur de la recherche scientifique - son financement, son organisation, ses orientations – est actuellement discuté à l'échelle nationale, ces « Chroniques » témoignent d'une attitude soucieuse d'éclairer ce que pourrait être à l'horizon de vingt ans la fonction de la recherche scientifique dans la société et sa place dans les territoires.

Le Rapport de prospective publié par l'INRA (« **INRA 2020 – Alimentation, Agriculture, Environnement : une prospective pour la recherche** »). comprend trois Parties.

- la Première Partie (« **Au risque du débat : paroles d'acteurs** ») met en scène dans un débat en Cinq Actes les matériaux des « Chroniques » ainsi que le contenu de dix rencontres internes mobilisant le personnel de l'INRA
- la Deuxième Partie (« **Des Scénarios pour l'INRA à l'horizon 2020** ») a été réalisée dans le cadre d'un groupe de travail sous la direction d'Hugues de Jouvenel (Futuribles International). Les éléments ayant servi à l'élaboration de ces Scénarios a fait l'objet d'une publication spécifique dans la Série « Travaux et Recherches en Prospective », coéditée par l'INRA et Futuribles International (n°19, janvier 2004), 259 pages, 20€. Commande sur www.futuribles.com
- dans la Troisième Partie (« **Enseignements, convictions et ambition : de la prospective à la stratégie** »), Bertrand Hervieu formule les enseignements à tirer de ces éclairages sur les futurs possibles et en déduit « un projet et une ambition pour la recherche agronomique publique ».

Les trois Parties du Rapport sont téléchargeables sur le site Web de l'INRA : voir www.inra.fr actualités)

Liste des Chroniques des débats « INRA 2020 »

Angers : « *Des voix pour une agriculture durable* » (7 septembre 2001)
Antibes : « *Les roses et leurs épines* » (11 octobre 2002)
Bordeaux : « *Les grands chantiers* » (22 novembre 2002)
Clermont-Ferrand - Theix : « *Le futur prend la parole* » (8 mars 2002)
Corte et San Giuliano : « *Les couleurs vives de la Corse* » (18 février 2003)
Dijon : « *A la recherche du Centre perdu* » (27 septembre 2002)
Lille Mons : « *Y-a-t-il encore un INRA au bout du champ ?* » (13 décembre 2002)
Lyon : « *Les ombres et les lumières de Rhône-Alpes* » (12 septembre 2002)
Montpellier : « *Où est l'INRA ?* » (26 octobre 2001)
Nancy : « *A la recherche du futur dans la forêt lorraine* » (29 mars 2002)
Nantes : « *Le doute des bio polymères* » (13 mars 2002)
Orléans : « *Ville tranquille, recherche rassurante* » (12 octobre 2001)
Paris : « *En appui à tous les Inras de demain !* » (16 janvier 2003)
Rennes : « *Les 24 heures de Rennes* » (12 mars 2003)
Toulouse : « *Voir en rose les futurs de l'INRA* » (14 novembre 2003)
Tours Nouzilly : « *En écoute de la société* » (14 mai 2003)
Versailles : « *Dans le potager du Roi* » (6 décembre 2002)

Angers verte

Des voix pour une agriculture durable

07 décembre 2001

Images...

Quelques notations sur les apparences d'une réalité complexe

Le vol Toulouse-Nantes a décollé dans un ciel magnifiquement ensoleillé et froid. La luminosité est parfaite. A l'approche de Nantes, la côte atlantique se distingue dans ses moindres détails. L'île d'Oléron et l'île de Ré, dont j'ai apprécié plusieurs fois les qualités, ambiance humaine et environnement. Le médiatique « Fort Boyard » aussi, ne manque pas de signaler le commandant de bord qui s'est fait guide touristique pour l'occasion.

Quand le corps est ainsi mis en mouvement en vue de passer quelques heures dans les locaux de l'INRA à Angers, quelles sont les images qui surgissent dans la tête ? Images sur lesquelles je pourrais mettre quelques mots pour symboliser le Centre d'Angers ? Images de l'activité scientifique, comme de son impact économique, social, environnemental ? Mots réducteurs, certes, qui n'expriment pas la diversité des démarches, des modalités de partenariat, des stratégies d'alliances... De tels affichages, indispensables pour faciliter l'identification en externe, ne peuvent résumer la complexité de ce qui se joue en interne. L'exercice est toujours difficile pour le Président de Centre : répondre à la demande externe d'intelligibilité et également animer la pluralité des approches scientifiques. Il ne peut le faire tout seul, d'où l'importance de débats internes pour faire le choix de tel ou tel affichage, mais aussi l'intérêt de l'éclairage donné par une perception externe au cours d'un après-midi tel que celui auquel je vais assister.

Alors pour moi, l'image de l'INRA à Angers est celle des semences et des fruits, avec une tonalité particulière exprimant la capacité de résister aux maladies. Cette image c'est un peu comme une icône qui serait portée aussi en certaines occasions par les collectivités locales, tout particulièrement par la municipalité d'Angers, au sein de laquelle notre collègue Jacques Huet (ex Chef de Département DGAP dans les années 80) a eu un rôle militant. Portée aussi avec l'aide du Département, tandis que la Région se contente d'observer l'ouvrage... Une perception « aérienne » de ma part à vérifier au sol !

Respirer, observer, écouter, comprendre... J'arrive à pied-d'oeuvre, grâce au transfert réalisé depuis l'aéroport de Nantes par Jean-François Thibaut, Président du Centre INRA de Nantes... On accède rapidement à l'INRA depuis l'autoroute... De part et d'autre d'une petite route de la périphérie d'Angers dont on distingue à peine quelques immeubles, l'INRA d'un côté, la Station Nationale d'Essais des Semences de l'autre. Quelques notations physiologiques... Depuis le portail du Centre, une échappée vers les façades des laboratoires et de l'administration, style années 80 (murs crépis, toits noirs), et au bout de l'allée centrale

les frondaisons d'un verger. A gauche de l'entrée, la route est bordée sur quelques dizaines de mètres par un muret ancien, en schistes ardoisés noirs (provenant des carrières de Trélazé ? aujourd'hui transformées en parc d'agrément) dont les tranches sont colonisées par des lichens et des sédums. En arrière de ce muret, une maison angevine traditionnelle à un étage, blanche aux toits d'ardoise pentus, d'où s'élèvent deux grandes cheminées. A droite de l'entrée de l'INRA, encore un mur, cette fois en pierres polygonales rose orange, devant les villas d'un lotissement... Et devant le portail de l'INRA, de l'autre côté de la route, un grand bâtiment « high tech », verre et métal, le Service national d'essai des semences : le SNES a déménagé il y a déjà quelques années du domaine INRA de La Minière, chassé du plateau de Sartory par les autoroutes, les lotissements, les zones d'activité où s'accumulent maintenant les sièges sociaux et centres de recherche (Renault) de quelques-uns des plus grands groupes multinationaux, expression de la puissance économique et technologique de la région parisienne. La SNES a comme amené avec elle un peu de ce climat high-tech à Angers, avec la création d'une zone d'activité où se côtoient d'autres expressions de modernité, avec des firmes de sélection des semences qui ont trouvé là un territoire favorable à leur implantation. Le biotope leur est probablement favorable... S'accrocheront-elles ici aussi longtemps que les plantes succulentes du muret d'ardoise qui témoigne de la persistance du patrimoine angevin de l'autre côté de la route ?

« Agriculture durable et recherche agronomique », c'est précisément le sujet de débat choisi par Louis-Marie Rivière pour la rencontre entre Bertrand Hervieu et ses invités régionaux. Angers, un Centre qui se posait beaucoup de questions sur son existence et sa pérennité à la fin des années 80, compte-tenu de sa petite taille parmi les Centres, compte-tenu aussi des préoccupations de la Direction Générale de concentrer alors ses moyens sur quelques sites « majeurs » bénéficiant d'un excellent environnement scientifique. Il ne suffisait pas de se réclamer comme l'héritier du laboratoire d'œnologie fondé en 1902. « Génétique et pathologie végétale » certes, mais comment prendre le tournant des nouveaux outils de la biologie moléculaire pour parvenir à une étude approfondie des rapports entre plantes et pathogènes à l'échelle cellulaire, alors que la « culture INRA » à cette époque est encore très proche de celle des « sélectionneurs » ? Finalement, le choix est fait de conforter Angers, plutôt que de le laisser « périliter », avec probablement plusieurs arguments : l'environnement professionnel constitué par les semenciers fortement implantés dans la vallée de la Loire, l'appui à l'atout économique horticole, les spécificités des vignobles et des vins de cette région, la relative proximité de la région parisienne (aujourd'hui 90 minutes en TGV), et probablement aussi l'action personnelle de Jacques Huet... Les projets de « délocalisation » des services publics impulsés par Edith Cresson, Premier Ministre, viennent en appui d'une telle option au début des années 90, avec le choix d'Angers pour accueillir l'Institut National d'Horticulture, issu de la fusion entre l'Ecole Nationale des Ingénieurs des Travaux Horticoles et du Paysage (ENITHP), créée à Angers en 1971, et de l'Ecole Nationale Supérieure d'Horticulture (ENSH) transfuge de Versailles, et pour installer la SNES (1993). Tout ceci se formalise par l'existence du « Pôle Végétal », participant à la Technopole d'Angers. Le Centre d'Angers peut ainsi inscrire légitimement ses recherches sous trois titres : Horticulture (option espèces fruitières et ornementales), Vigne et Vin, Semences. Et l'ancienneté de son implantation lui permet aussi de gérer un « Verger botanique de ressources génétiques », un des conservatoires qui font référence en France et en Europe pour les pommiers, poiriers et cognassiers.

Propos de nos tables

Pour être durable, il faut avoir le souci du temps qui passe. C'est probablement ce qui a inspiré Louis-Marie Rivière en organisant sa journée en 3 phases : le matin, une rencontre de Bertrand Hervieu avec les chercheurs du Centre (se terminant par un « pot » animé, avec vin de la Loire et petits fours) ; à partir de midi et demi, discussion avec les « institutionnels » de la ville, du département et de la région au cours d'un déjeuner ; après-midi, débat avec des partenaires techniques, économiques et associatifs... qui devront se contenter d'eau minérale avant le « pot » amical annoncé dans l'invitation.

Les personnalités n'ont pas beaucoup de temps à elles, c'est bien connu. Et d'ailleurs, tous les protagonistes invités n'ont pas pu venir, tels que François Fillon, Président de Région qui reçoit aujourd'hui à Nantes, la Directrice Générale du CNRS : et c'est vrai... puisque Bertrand Hervieu l'a rencontrée dans le TGV ce matin ! D'où cette idée de débattre autour d'un déjeuner. Le cadre est celui de la salle « ADAS » du Centre : très éclairée par de grandes verrières, décorée de ficus, de bouquins sur des rayonnages, et de coupes ADAS remportées par les sportifs locaux. Je note la couleur « vert Angers » du sol et de l'entourage des portes. Pour autant, ce n'est pas un déjeuner sur l'herbe auquel Louis-Marie Rivière a convié ses invités. Trois tables, 8 personnes par table... voilà pour la configuration du lieu.

Menu

Entre deux plats, Bertrand Hervieu commente le menu du jour en deux questions :

- (1) « *Quels choix faire par l'INRA à horizon 2020 ? Qu'est-ce qui ne sera pas fait si l'INRA ne le fait pas ?* » (une manière de poser la question des spécificités de l'INRA en matière de recherche)
- (2) « *Angers s'affirme comme un pôle pertinent et performant à l'échelle Européenne, mais ce pôle est-il considéré également comme pertinent pour la région ? Et sinon à quelles conditions peut-il l'être ?* ».

Le premier coup de fourchette est donné du côté de la Communauté d'Agglomération d'Angers (Daniel Raoul) qui appuie et porte le « Pôle Végétal » depuis l'origine. Il affirme vouloir accrocher l'image et l'efficacité de la recherche à Angers dans le panorama de la France et de l'Europe. Le Département fait chœur, en saluant « *le rôle moteur de l'INRA, facteur d'entraînement, y compris vers d'autres organismes nationaux scientifiques et professionnels* ». Un comportement de l'INRA déjà salué en des termes quasiment identiques à Orléans. Dans la même ligne, le représentant du Président de l'Université d'Angers (Alain Gorgues) pique au plat en insistant sur l'enjeu que constitue la création des UMR pour l'Université : « *Avec l'INRA et l'INSERM, on peut donner un coup de booster fantastique !* ». Et en outre, l'Université peut apporter « *son aide à la structuration de la recherche et de la technologie dans tous les domaines, y compris en Sciences Humaines* ».

Mais Daniel Raoul met les pieds dans le plat et se tournant vers J.M. Guégan, pointe que la Région a quand même mis du temps à apporter son appui à l'ambition scientifique du Pôle d'Angers... Quelques remous autour de la table présidentielle. J.M. Guégan ne peut quand même pas rester sans réagir ! Je me dis que les discussions préparatoires au Contrat de Plan Etat Région, ont dû être musclées... J.M. Guégan « *reconnaît* » qu'en effet dans le CPER

précédent, la recherche végétale n'a pas bénéficié d'un soutien structuré de la Région. Mais, assure-t-il, l'appui du Conseil Régional à la recherche est maintenant acquis, avec *« l'identification de deux Pôles émergents : le Génopole et le Pôle Santé, mais avec aussi un souci : quels liens avec la profession agricole et quel environnement pour un appui aux entreprises ? »*

La ligne politique est claire : le Conseil Régional soutiendra la recherche sous réserve d'un engagement de partenariat avec les acteurs économiques régionaux concernés. Le message a été entendu par l'Université d'Angers. Son Président assure que *« son souci majeur est bien de s'impliquer dans le développement et les entreprises... car il n'y a pas une recherche noble et une recherche non noble. S'impliquer aussi dans la création d'une plate-forme de biotechnologie, une plate-forme à vocation de formation, organisée vers les professionnels, avec l'objectif d'élever le niveau scientifique des entreprises... »*. Plus précisément, avec la mise au point d'*« outils de certification qualité avec l'aide d'outils de biologie moléculaire »*. Et d'affirmer pour conclure : *« Il faut être au niveau ! »*. Parole d'universitaire !

Pour Alain Bourgeois, l'Ecole Supérieure d'Agriculture d'Angers a aussi comme préoccupation le domaine économique. Mais derrière cette convergence, il souligne aussi une ambiguïté... L'ESA Angers peut certes contribuer au « Pôle Végétal » (pourquoi pas ?) mais sa vocation est de *« former des ingénieurs pour l'agriculture »*, laquelle agriculture est majoritairement *« tirée par l'élevage »*. Et quels sont ses partenaires en matière de recherche et d'enseignement supérieur sur l'élevage ? C'est pourquoi l'ESA est de tout cœur lié à ses partenaires angevins, mais ses regards se portent ailleurs : l'ENV à Nantes, le Centre INRA de Rennes, « Agrotransfert » à Lusignan...

François Colson est quant à lui tout frais arrivé de Nantes en voisin, via le Cabinet de Jean Glavany, pour diriger l'ENITHP. Mais il considère que le plat qui lui est proposé par ses voisins est insuffisamment épicé. Certes, commente-t-il, les efforts actuels pour créer des UMR, pour participer à des DEA et des DESS... sont tout à fait nécessaires, et même indispensables. Mais peut-on s'organiser au niveau régional sans avoir une vision internationale ? Or, pointe François Colson, Angers n'a pas un rayonnement international suffisant, et quels que soient les efforts conduits au niveau de l'association « Agrena » (Angers-Rennes-Nantes), *« Je m'interroge sur notre lisibilité internationale. Il y a peu d'étudiants étrangers chez nous... Quelle devrait être la structuration de l'enseignement agro-vétérinaire dans une dynamique identitaire ? »*. Et puis, non seulement le plat n'est pas assez épicé, mais il manque aussi de sel : *« Il faut maintenant engager un combat avec la société. Retrouver la confiance avec la contribution de l'enseignement ! Des connaissances partagées pour un projet de société. Sinon la société deviendra un frein pour le progrès de la recherche... »*. Parole d'ex conseiller ministériel.

La génomique, le verger et la poire (fable)

Nous arrivons au fromage puis rapidement à la poire... C'est précisément entre la poire et le fromage que se noue autour de ma table un débat sur les faiblesses du pôle d'enseignement supérieur d'Angers... D'où l'on conclut que comme Angers est petit, *« l'exigence de cohérence »* est d'autant plus grande... En quelque sorte l'obligation de partenariat serait plus forte que dans des ensembles universitaires et scientifiques de plus grande ampleur... Mais je note sur mon carnet la question qui me brûle les lèvres : *« Est-il plus facile d'être cohérent quand on est petit ? »* Et Joseph Bonnemaire s'efforce de donner une réponse à ma question

non exprimée : « *Cohérence, ça veut dire quoi ?* » Et il esquisse : « *S'il s'agit d'articuler les enjeux, les disciplines, les moyens... c'est ce que veut tenter l'INRA avec la conception des Plans de Centre* ». Bon, Joseph a manœuvré de telle manière que nous voici revenu à la question de la recherche !

Mais quelle est précisément la fonction de la recherche ? Deux thèses s'affrontent autour de la table :

- « *La recherche, de plus en plus pointue, est aussi de plus en plus déconnectée de la technologie, de l'économie, de la production* »
- « *A l'INRA, il y a une perte de savoir ! Savoir cultiver, connaître la plante, le sol !* »
- « *Mais il faut rester sur le front de la recherche, sinon ce n'est plus de la recherche ! La recherche c'est d'abord l'acquisition de savoir. Et aujourd'hui, il ne peut y avoir de recherche sans approches moléculaires et cellulaires* »
- « *Quelle signification, quel sens donner à ces approfondissements ?* »¹
- « *Aujourd'hui, il y a encore des gens à l'INRA –des seniors- qui savent donner des réponses à ces questions sur les liens entre science, technologie, économie. Mais demain ? Dans 5 ans, dans 10 ans ?* »
- « *Ce n'est pas uniquement une question de recherche, c'est aussi une attitude des chercheurs eux-mêmes. Comment doivent-ils être formés et sélectionnés pour être non seulement d'excellents chercheurs, mais savoir donner un sens à leurs recherches ?* »
- « *Et finalement, cette fonction « sens », doit-elle être assumée par des personnes ? Ou être assurée par des organisations spécifiques, telles que des centres techniques, des organismes économiques ?* »

Et voilà le dessert ! Et sur notre table, voici qu'arrive **la Poire « Angélyls »** en beauté. Une poire à la peau vert-brun-bronze, finement ponctuée de jaune... La chair avec un dégradé depuis le bronze de la peau vers le jaune ocre clair du cœur... Le degré de maturité est parfait, exaltant un léger arôme de rose... Recueillement pour saluer cette création de l'INRA, disponible maintenant chez les pépiniéristes m'apprend-on (« *Angélyls est en développement* »), bientôt sur les étales des supermarchés, dans deux ou trois ans peut-être... Une merveille de poire, apparentée à la célèbre Passe-Crassanne, destinée à la détrôner, car bénéficiant des mêmes qualités gustatives et de conservation, mais beaucoup plus résistante aux maladies cryptogamiques et au feu bactérien.

Mais la joute reprend de plus belle entre mes compagnons de table ! « **Angélyls** » serait-elle une poire de discorde à l'intérieur de l'INRA ? :

- « *Angélyls ? mais c'est une poire issue d'un semis de hasard !* » (directeur d'Unité de Recherche)
- « *Non ! C'est une poire qui vient de verger... et non pas de génomique !* » (directeur d'Unité expérimentale)

En signant le Contrat d'Objectif de l'INRA, avec Bertrand Hervieu et Marion Guillou, quelques jours après seulement ces échanges, Jean Glavany et Jean-Roger Swartzenberg savaient-ils que le plateau de poires « *Angélyls* », ramenées spécialement d'Angers, qui décorait leur table était le produit d'un « *semis de hasard* » ? Un hasard peut-être mais un hasard que la démarche scientifique conduite à l'INRA a su créer et sait reconnaître...

¹ Ce qui m'évoque ici les commentaires, un jour, de Jacques Poly : « *Approfondir, approfondir... Chacun creuse tellement son puits, que bientôt il ne verra plus le puits de son voisin !* »

« Durable » : pour un rendez-vous en 2020 !

La séance est ouverte à 15h10 par Louis-Marie Rivière, dans une salle du SNES. Au fur et à mesure de leur arrivée, une quarantaine de personnes ont pris place derrière des tables disposées en rectangle autour de la salle, avec pour chacun un chevalet portant son nom. Pour accueillir autant de monde, la cloison qui réunit deux salles mitoyennes a été ouverte, et on a mobilisé toutes les chaises disponibles. Moquette rouge brique, tables gris clair, murs clairs peints d'ocre blanc. Depuis mon point d'observation, mon regard se porte derrière les grandes baies, sur l'étendue verte de la pelouse, et de l'autre côté de la rue, l'entrée du Centre INRA, flanquée de la maison angevine au calme derrière son muret de schistes ardoisés... Le vent du nord a chassé tous les nuages du ciel, mais dans cette salle, il fait très chaud. Les bouteilles d'eau sur les tables vont être les bienvenues. Dans ce centre d'essais des semences, on favorise le climat des chambres de culture !

L'agriculture durable, c'est le sujet choisi par Louis-Marie Rivière. Mais l'agriculture française peut-elle être durable, alors qu'elle doit faire face à des défis inédits, au péril des marchés et des négociations européennes et mondiales, au péril aussi des mouvements d'opinion et des comportements des consommateurs ? Louis-Marie Rivière pointe deux questions que se pose la recherche agronomique en référence aux futurs possibles de l'agriculture en France et aux conditions de son acceptation sociétale :

- « Transgénèse : jusqu'où aller, jusqu'où ne pas aller ? »
- « Terroirs : quels choix économiques de la part de la société ? ».

Et Bertrand Hervieu enchaîne en annonçant les enjeux de ce débat :

- « Le Centre INRA d'Angers est un Centre important pour l'INRA et aussi pour ses partenaires. Vous le voulez plus beau... -et il l'est déjà... et nous le recevons comme un hommage. Il suscite évidemment des attentes et aussi des insatisfactions.

Dans le futur, son utilité locale sera d'autant plus grande s'il est aussi un pôle d'importance européenne. Comment ? C'est ce que nous voulons mettre en débat.

La recherche s'inscrit dans une stratégie à moyen et à long terme. Mais elle ne peut pas tout faire. Il nous faut définir ce qui doit être couvert, et ce qui ne serait pas couvert. Ceci suppose une réflexion qui ne peut pas être conduite par nous tout seuls.

L'attitude de la recherche publique : se parler avec la société et avec ses partenaires »

Il est donc venu à l'écoute de nos partenaires. Mais qui parle essentiellement au cours de cet après-midi ? Bertrand Hervieu !²

Est-ce pour autant ennuyeux ? Pas du tout ! Bertrand déploie aujourd'hui ses talents de débatteur et d'argumentateur, mis en verve par sa rencontre avec le personnel du Centre et par le dessert « Angélyls »... Et ses interventions se veulent fortes, telle que celle-ci en réaction à une intervention de Nicole Chupin (CLCV, consommateurs) :

² Sur 115 minutes, entre 15h10 et 17h05 (où je m'éclipse pour retrouver mon avion à Nantes qui me ramènera vers Toulouse), je lui attribue 50 minutes de prise de parole, auxquelles s'ajoutent 20 minutes pour les introductions de Louis-Marie Rivière et de François Papy. Au total, 75 minutes pour l'INRA et 45 minutes pour ses partenaires (dont six seulement prendront la parole).

« N'en appelez pas à la science pour tout et à tout moment ! N'instrumentalisez pas la science à des fins politiques ! La recherche publique est appelée et est mise à toutes les sauces pour l'expertise... Si on pense que le scientifique va répondre à tout et va suppléer le débat démocratique... La réponse est NON ! La science ne peut pas tout résoudre. Elle ne demande pas autant de pouvoir ! »

Et pour que son interlocutrice ne se sente pas la seule concernée par cette réplique péremptoire, il balaie l'assistance d'un regard insistant pour lui lâcher : *« Que chacun prenne ici ce qui lui revient ! »*. Rires autour des tables : chacun a accepté de prendre sa part !

Des partenaires ou un public ? Si c'est un public... c'est un bon public qu'a réuni Louis-Marie Rivière. Il n'y manque ni les critiques, ni les éloges, les unes et les autres bien préparés et toujours argumentés... et aussi la diversité des intervenants comme expression de la diversité des préoccupations. Ainsi peut-on écouter les mises au point, les interpellations, les demandes, les réflexions de :

- Michel Pidoux (Association Sauvegarde de l'Anjou : environnement),
- Dominique Gaignard (Président du CEAFL du Bassin Val-de-Loire : fruits et légumes),
- Alain Bourgeois (Directeur délégué de l'ESA d'Angers : enseignement),
- Claude Papin (Président régional du CTIVV : vigne et vin),
- Christiane Lambert (Présidente du Réseau FARRE : agriculture raisonnée),
- Nicole Chupin (Présidente Union locale de la CLCV : consommateurs),
- Olivier Kriegk, Directeur scientifique, groupe Terena (coopératives agricoles)
- Michel Velé, Horticulteur, Président du Bureau Horticole Régional
- C. Journet - Groupe des agriculteurs biologiques
- Christian Huet, Ferme expérimentale en Agriculture biologique
- Bernard Bosc, Directeur de recherche, Vilmorin (semences)
- Georges Sicard, Directeur technique FNAMS (semences)

La leçon d'ouverture de François Papy

François Papy, directeur de l'Unité de recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement de Versailles Grignon a été invité à prononcer un petit « speech » d'ouverture, un topo de cadrage, pour donner une référence commune à tous les participants au débat... Ça fait un peu scolaire, mais personne ne boude 10 minutes de leçon de M. le Professeur.

Qu'est-ce que l'agriculture durable ? François Papy cite ses sources en introduction : un sujet instruit par Etienne Landais dans un récent article du Courrier de l'Environnement. Histoire de manifester qu'ils sont dans le coup, qu'ils sont au niveau, certains participants commentent qu'ils l'ont lu... C'est un peu comme la vérification des prérequis, mais il n'y aura pas d'interrogation écrite !

« L'émergence du concept de développement durable s'est réalisée par étapes. Bruntland, à Stockholm en 1987, pose la question de la solidarité entre les générations. La Conférence de Rio, en 1992, pose le problème Nord Sud. Plus récemment, les questions des risques qu'on peut prendre est posée par la société (par exemple à propos des OGM) ». Voilà pour les bases factuelles...

Mais comment les problèmes relatifs à l'agriculture durable interrogent-ils les chercheurs ? Voilà le sujet de la conférence...

« Autour des questions de développement durable et d'agriculture durable, il y a un débat entre la recherche et la population. Mais il est nécessaire de distinguer le débat politique, qui est aussi un débat sur les valeurs, des débats techniques qui portent sur les connaissances à établir. Toutefois, quelle que soit la pertinence de cette distinction, il faut noter que le chercheur est aussi un citoyen. »

Les questions de l'agriculture durable « boostent » les chercheurs vers des objets de recherche nouveaux, non habituels.

Ainsi, l'agronome a réduit son objet de recherche à la parcelle. C'est à ce niveau qu'il a choisi de poser, les questions d'engrais et de pesticides, en référence à un rythme annuel de production, alors qu'à l'origine, au 19^{ème} siècle, il s'intéressait au territoire, par exemple à la proportion de surface de prairies et de surface cultivée.

Or la préoccupation « agriculture durable » conduit à modifier l'approche et le raisonnement. On ne peut plus uniquement prendre en compte les facteurs de production, mais aussi des phénomènes de flux.

Cela suppose une modification des approches de la recherche, de l'attitude des chercheurs : qui évolue depuis les expérimentations factorielles à l'élaboration de modèles.

Ainsi, il faut aujourd'hui faire une agronomie qui se réapproprie les territoires (bassin versant, bosquets, bords de champs...) avec une valorisation des flux de population d'auxiliaires par exemple. Il faut aussi anticiper les effets cumulatifs (effet des inondations boueuses, comment prévenir les résistances des mauvaises herbes aux herbicides, la diffusion des OGM, par exemple).

Une autre évolution déterminante : associer les disciplines de la nature et les disciplines humaines afin d'aborder ces nouvelles questions de l'agriculture durable, notamment pour aborder les fonctionnements écologiques à différents niveaux d'échelle. Et cette association interroge de façon nouvelle un institut de recherche comme l'INRA. »

Applaudissement. Tous les assistants ont bien suivi et ont tout compris de la leçon.

Comprendre « Génoplante »

Dans une telle rencontre, l'INRA ne peut échapper aux interpellations concernant les OGM et Génoplante. Mais dans ces débats « INRA 2020 », nos partenaires d'Angers ne défendent pas des positions basiquement « anti ». Ils parlent « transgénèse et génomique » et ils ont intégré semble-t-il les atouts de cette nouvelle technologie. Mais ils ciblent leurs interventions sur le poids qui est pris par de telles recherches au détriment d'autres. Et j'y perçois une certaine habileté.

Ainsi, Michel Pidoux, Association Sauvegarde de l'Anjou, pointe certes les risques liés aux OGM, mais par un large balayage des questions qui le préoccupent, il esquisse ce que pourraient être selon lui des choix raisonnés pour la recherche publique.

« Ce qui nous inquiète, c'est le Génoplante ! ».

« On argumente en faveur des OGM par ses effets immédiatement positifs. On encourage le montage de start-up pour le développement économique. Peut-on vraiment vivre de l'innovation technologique ?

Or toutes les technologies ont des effets négatifs à long terme. Comment évalue-t-on ceux des OGM avant même de passer aux essais au champ ?

Que fait la recherche publique sur l'analyse des risques ? Les industries n'ont pas d'intérêt à travailler sur les risques. Il y a aussi beaucoup d'incertitudes sur la dissémination.

... Et si l'INRA ne le fait pas, qui le fera ?

Enfin, quelles recherches sur les gènes orphelins ? Car effectuer une analyse fonctionnelle des gènes, comprendre les phénomènes... C'est le rôle de la recherche ! »

« Mais si l'argent est mis sur Génoplante et la génomique, il n'est pas mis ailleurs ».

Et Michel Pidoux de signaler deux domaines où l'INRA est déficitaire selon lui : la microbiologie et l'agro-écologie :

« Agro-écologie... Il faudrait étudier le fonctionnement des systèmes cultureux, quelles que soient les orientations de l'agriculture. Et comprendre comment fonctionnent les systèmes avec moins de pesticides. »

« Et le compostage... Pourquoi ça intéresse peu les agronomes ? Par exemple, il y aurait intérêt à étudier l'usage des déchets verts de la ville sur les terres agricoles »

Avec les questions sur les start-up, Génoplante, le partenariat industriel de l'INRA... Bertrand Hervieu trouve tout de suite dans cette première interpellation matière à réactions et à nombreux commentaires :

La propriété intellectuelle et le développement économique

« Comment la gestion de la propriété intellectuelle sur la création variétale peut être un moyen de réguler le développement économique ? Disons le franchement, il n'y a pas de réponse aujourd'hui.

Il faut se placer dans le contexte du débat international sur la propriété intellectuelle, les brevets, la convention sur la biodiversité

Or la certification d'obtention végétale, d'inspiration française, a été sauvée, au moins provisoirement, malgré la domination des USA »

Génoplante

« Pourquoi Génoplante et la génomique ? Parce qu'il faut s'impliquer dans ces pistes de recherches, pour réaliser les indispensables avancées des connaissances... »

« La question qui nous est posée : quel partenariat de la recherche publique avec des opérateurs économiques industriels qui n'ont plus d'intérêts seulement nationaux, dont l'intérêt national n'est pas la priorité ? Deux solutions : se replier et donc s'enfermer ; ou tenter une gestion maîtrisée.

Cependant, les impôts français ne doivent pas engraisser les fonds de pension américains. D'où les dispositions que nous avons prises avec Génoplante 2 pour sécuriser la propriété intellectuelle, et qui seront renforcées avec Génoplante 3 »

L'expertise publique

« Pour participer à la recherche qui est en train de se faire de se faire, on ne peut ignorer que quelques grands groupes mondiaux disposent d'énormes capacités de recherche. D'où une dialectique et un positionnement...

Exemple : comment expertiser les produits Dupont alors que l'on aurait des liens avec Bayer ?

D'où l'adoption d'une déontologie de l'expertise et d'une procédure d'expertise par un groupe d'experts »

L'évaluation des risques

« Evidemment, nous devons aussi renforcer notre capacité à évaluer les risques avant l'innovation. Mais ceci doit se faire sur la base de la connaissance, compte-tenu de la puissance de feu de la recherche fondamentale des grands groupes »

Les gènes orphelins

Les gènes orphelins ? Oui, on sait très peu de choses ! Oui, il faut y aller... Pour les connaissances. Pour construire l'expertise publique. »

La microbiologie

« La microbiologie à l'INRA ? Nous sommes critiqués ! Soit ! Le récent rapport présenté au Conseil Scientifique de l'INRA, insiste sur l'importance de travailler la microbiologie à l'INRA sur l'enjeu de la sécurité des aliments. »

« Mais dans un tel exercice », souligne Bertrand Hervieu, « un Président de l'INRA est toujours critiqué : soit parce qu'il a réponse à tout ! soit parce qu'il n'a rien à dire ! »

Rires de l'assistance. Le public de Bertrand Hervieu est conquis !

Nous sommes dans un site « semences » d'importance nationale, et cette industrie a aussi son mot à dire à propos de l'agriculture durable et de la biologie moléculaire :

Pour Bernard Bosc, Directeur de recherche, Vilmorin, il n'est pas question de mettre en cause l'option faite en faveur de la biologie moléculaire et c'est sur ce terrain que la collaboration avec l'INRA s'est maintenant engagée. Mais même si les plantes transgénique constitue un horizon à atteindre demain, il ne faudrait pas négliger d'autres domaines de connaissances :

« Nous travaillons sur les espèces potagères. Nous sommes dans le groupe Limagrain qui doit son développement à une variété de maïs de l'INRA. J'ai espoir dans les plantes transgéniques.

Aujourd'hui, les collaborations se font dans le domaine de la biologie moléculaire. Depuis 15 ans le changement a été radical : on est passé de l'amélioration des plantes à la biologie moléculaire.

Mais, il y a des pertes de connaissances sur certaines espèces, sur la résistance aux maladies (par exemple sur la laitue) qui est bien une question concernant l'agriculture durable »

Alors que doit faire l'INRA ?

D'abord assumer cette option, défend Bertrand Hervieu :

« Il y a eu un vrai choix politique sur la biologie moléculaire. Sans ce choix, nous n'aurions pas la compétence que nous avons aujourd'hui. »

« Comprendre les agricultures du monde »

Avec Alain Bourgeois (directeur délégué de l'Ecole Supérieure d'Agriculture d'Angers), on change de registre et de niveau d'échelle. Regardons avec lui le monde et prenons du large par rapport aux débats cellulaires ! Bertrand Hervieu nous y avait déjà invité à travers un raisonnement sur les enjeux de la propriété intellectuelle et du développement industriel. Ici, il s'agit du futur de l'agriculture en France, d'une agriculture qui doit avoir une conscience forte de l'évolution des agricultures du monde...

Un discours qui vient en écho aux propos liminaires de Louis-Marie Rivière : « *Quels scénarios menacent la pérennité de l'agriculture en France ?... Tout d'abord des menaces économiques directes avec des conséquences graves sur le revenu des acteurs concernés !* »

Alain Bourgeois

« Le projet de l'ESAA est de former des agriculteurs généralistes. Ceci suppose une ouverture au monde, au reste de la planète, avec des étudiants formés à ces ouvertures.

Le rapport Bruntland, à l'origine du concept de développement durable, avait deux préoccupations : la lutte contre la pauvreté dans le monde, les impacts écologiques des formes prises par le développement

Nous avons besoin d'une évaluation des impacts des agricultures, il nous faut des outils pour les évaluer. Tout particulièrement avec le souci de ce qui va se passer demain, et ailleurs.

Cette évaluation doit prendre deux dimensions. Tout d'abord s'appuyer sur « l'outil modélisation », avec une aide méthodologique demandée à la recherche. Et aussi, comprendre les agricultures du monde, et leurs relations entre elles et avec leurs sociétés »

En conséquence, Alain Bourgeois argumente en faveur d'une place accordée à « *l'économie politique de l'agriculture* ». Ce faisant, il prépare un bon lit de semailles pour les propos de Bertrand Hervieu dont c'est évidemment un sujet de prédilection !

Vas-y Bertrand !...

« Oui, il faut comprendre les agricultures du monde ! C'est un moyen pour organiser nos réflexions sur le tripode : durable, sécurité alimentaire, environnement et territoire... C'est le ciment qui nous permet d'articuler nos trois polarités, autour d'un projet aussi ambitieux que des réflexions sur les agricultures, les territoires, les paysanneries... alors que les agricultures sont soumises à des risques importants de déstabilisation par les phénomènes de littoralisation et de désertification.

Remarquons... n'oublions pas... que les populations paysannes dans le monde sont celles qui vivent avec le moins de sécurité alimentaire. Par exemple, on enregistre un doublement de la production agricole chinoise, alors que s'appauvrissent les deux tiers de la population au centre de la Chine.

Il nous faut donc comprendre, c'est-à-dire construire des connaissances, sur le changement climatique, sur les conséquences de Rio, sur les négociations de l'OMC... tout autant que sur l'agriculture dans les Pays de la Loire.

Chine, Inde, Brésil... il faut comprendre ce qui se passe dans des pays qui sont la moitié du monde ! alors que les puissances agricoles sont aussi des puissances scientifiques, dont les conceptions sont totalement éloignées des problèmes de ces pays !

En conséquence, c'est pourquoi il faut nous interroger sur la grande tradition de l'agronomie française, qui a évolué par confrontation des disciplines, mais en ne maîtrisant seulement que des fragments de connaissances ! »

Approfondir les implications sociétales de l'agriculture durable

Il faut écouter, à la suite d'Alain Bourgeois, Christiane Lambert parler de l'agriculture et de son futur... Par ses responsabilités, elle a certes acquis une bonne capacité à construire un discours bien tourné, mais chez elle il n'y a pas que la forme. Écoutons bien ses interpellations et ses demandes... :

« Rio, c'était il y a dix ans... Dix ans seulement. Et pourtant que de débats, que de changements durant cette période ! Des changements dans les conceptions, et aussi dans les pratiques... »

Tout d'abord, le concept de « développement durable »... Là s'exprime une attente de la société vis-à-vis de l'agriculture, tout particulièrement en référence aux espaces, aux grands espaces agricoles. Or l'agriculture est beaucoup plus attendue que les autres secteurs. Remarque : que pourrait dire l'agriculture à propos des autres secteurs ?

Ensuite le mot « multifonctionnalité » qui a émergé... Maintenant on peut en voir des concrétisations, et sa compréhension progresse... »

« Sur ces bases, nous avons plusieurs questions et plusieurs demandes envers l'INRA... »

« Tout d'abord, la mise en œuvre du principe de multifonctionnalité pose des questions juridiques. Et en dehors de l'INRA qui peut se les poser ? Qui peut se poser des questions sur les rapports entre bien public, environnement, et propriété ? Qui peut se poser la question des rapports entre la société et un individu qui vit et produit en un lieu donné ?

Ensuite, quelles sont les conséquences économiques de la multifonctionnalité ? On considère que cela doit se concrétiser par des aménités positives. Elles sont à identifier, et il faut savoir en faire des estimées économiques. Le Japon a engagé une réflexion sur ce sujet. Et chez nous ça avance...

Une commande aussi : disposer d'outils de diagnostics pour effectuer des évaluations multicritères, qui permette une objectivité des analyses, et de mesurer les résultats et les évolutions.

Une autre demande dans le domaine des sciences sociales et des connaissances humaines : « Les agriculteurs, acteurs du changement »... Oui, mais comment y parvenir ? Comment faire ? Car ceci a des conséquences en matière de formation...

Et aussi : Comment construire les partenariats du territoire, l'animation locale... le développement local... les liens entre les acteurs sociaux... Cela concerne tout un changement

d'esprit de la part des agriculteurs, avec derrière ça des valeurs. Cela suppose de notre part une prise de risques, des risques assumés collectivement. Et là encore, nous ne pouvons pas en ignorer les aspects juridiques. C'est pourquoi encore, nous nous adressons à l'INRA. »

Ce que signifient ces interpellations, c'est que l'agriculture raisonnée, l'agriculture durable, la multifonctionnalité, etc... ce ne sont pas que des référentiels techniques : il s'agit aussi de raisonner ses dimensions humaines.

Car ajoute Christiane Lambert pour conclure : *« Pour l'avenir, il faut raisonner... Et la raison, c'est le bon sens paysan. »*

Maîtriser la création variétale

Après les ouvertures de François Papy, d'Alain Bourgeois et de Christiane Lambert, et les interpellations de « Sauvegarde d'Anjou », voici les responsables de branches professionnelles agricoles qui avancent leurs analyses spécifiques, pointant notamment leur souci quant à la durabilité et aux vulnérabilités de leurs branches respectives...

Dominique Gagnard (CEAFL) : *« Comment durer ? »*

« Je partage les propos déjà formulés sur le futur de l'agriculture : en quoi y-a-t-il besoin d'une agriculture en France demain ? Le scénario pessimiste fait partie des futurs possibles, s'agissant de la place des producteurs français de fruits et légumes. Car nous travaillons désormais dans le cadre d'un calendrier d'approvisionnements arbitré au niveau international (Cf. le cas des pommes), et les arbitrages peuvent nous être défavorables... »

Alors, comment pouvons-nous durer ? La profession formule des propositions : la création variétale, la maîtrise de la qualité des produits, la sécurité sanitaire. Et l'INRA peut nous apporter beaucoup ! »

Et en matière de sécurité sanitaire : « 85% des producteurs sont maintenant en production intégrée, que ce soit dans le secteur maraîcher ou dans le secteur fruitier ». Alors dans ce contexte qu'attendre de l'INRA ? : « L'INRA nous intéresse quand vous mettez au point des variétés résistantes aux maladies, à la tavelure par exemple, des variétés qui engendrent moins de besoins en traitements phytosanitaires. »

Dominique Gagnard pèse ses mots à propos de la recherche variétale réalisée par l'INRA, qui permet de mettre sur le marché des produits français et des produits régionaux. La poire « Angélys » en est pour lui un très bon exemple.

Mais, commente-t-il :

« Comment gérer une nouvelle variété produite avec des moyens publics valorisés par des moyens privés : quelle peut être sa valorisation par les producteurs ? ». La question posée par Dominique Gagnard est celle de la place d'une recherche publique dans un secteur devenu de plus en plus concurrentiel à l'échelle mondiale.

Ainsi, souligne-t-il : « En Nouvelle Zélande apparaissent de nouvelles créations provenant du secteur privé. La question pour nous professionnels est la suivante : quelle maîtrise de l'offre au travers du contrôle d'une variété ? »

Mêmes préoccupations du côté des cultures ornementales, exprimées par Michel Velé, horticulteur, Président du Bureau Horticole Régional :

*« Des fonds publics pour les cultures ornementales, est-ce encore possible ?
La recherche privée ne fonctionnera pas sans la recherche publique.
Quels centres travaillent encore aujourd'hui sur l'ornement ? La station de Ploudaniel a fermé, faute de chercheurs et le matériel végétal est parti ».*

Alors, les plantes ornementales seraient-elles devenues orphelines de la recherche publique ?

Bertrand Hervieu :

« La France s'est laissée distancer sur ce secteur, pourtant attendu par la société urbaine et secteur à développer.

Nous avons perdu la bataille sur la rose pour la protection qui sera étudiée en Hollande.

Mais pourquoi les entreprises françaises n'ont-elles pas repris le matériel végétal de Ploudaniel ? »

Mais, reprend Michel Velé, tout n'est pas perdu :

« On peut renforcer des partenariats dans des niches, avec une profession qui est composée de petites entreprises. Dans ce contexte particulier, la recherche publique a un rôle à jouer vers le privé. »

Bertrand Hervieu :

« Gagner des niches avec vous, avec le soutien des collectivités territoriales... Les professionnels et l'INRA ont un partenariat à articuler dans un enjeu de recherche, en lien avec l'INH et au niveau européen. C'est un sujet à la fois difficile et novateur. »

Le développement agricole va connaître un bouleversement avec la suppression des taxes parafiscales fin 2003. 700 Millions de francs étaient consacrés au développement. L'INRA ne peut le remplacer.

En faisant de mieux en mieux le métier de chercheur, le métier de développeur se fera de mieux en mieux fait. »

... et la viticulture des terroirs ?

A l'écoute de Claude Papin, Président régional du CTIVV, on mesure d'abord que s'il y a un domaine où l'INRA pourrait être légitimement satisfait de son partenariat avec un secteur professionnel, où les éloges pèsent plus que les critiques, c'est la viticulture : « La viticulture avec l'INRA, un partenariat réussi ! » Et d'exprimer les raisons de cette satisfaction : la prise en compte des exigences de sécurité et de qualité par la recherche.

« La viticulture et l'INRA en Anjou, c'est vingt ans de partenariat, avec tout spécialement la mise au point d'une technique d'approche des terroirs. Sur cette base, la définition des itinéraires techniques combinant les tendances « variétales » et les tendances « terroir » permet en outre de développer un langage de communication sur la typicité ».

Voilà donc un partenaire heureux de l'INRA ! Et il faut que l'INRA continue dans ce sens dans le futur... poursuit Claude Papin :

« On a besoin de réseaux de recherche, et des universités pour former de jeunes chercheurs. Car la compétition en matière de viticulture et de vin est maintenant étendue au niveau du marché mondial. C'est l'avenir des bassins viticoles qui est en cause ! ». Parole de dirigeant professionnel.

Cependant, j'entends comme de l'inquiétude dans les propos de Claude Papin. Une inquiétude qui a voulu prendre appui sur le satisfecit exprimé sur le passé posé comme un argument pour faire face aux défis du futur. Et alors, je me demande, l'INRA aurait-il le projet de se désengager de la viticulture à Angers ? Comment la relève va-t-elle être assurée de ces chercheurs qui ont été les partenaires de la réussite des professionnels ? Encore un secteur qui deviendrait orphelin de la recherche ?

Alors, que répond le Président de l'INRA ?

« Nous ne pourrions avoir quatre pôles de recherche en France... »

Ainsi le Président de la Région Aquitaine sollicite l'INRA pour participer à un Institut de la Vigne et du Vin... Or, nous avons déjà fortement investi à Montpellier.

Mais comment votre bassin peut-il être relié, via notre Centre d'Angers, à notre réseau national ? pour maintenir un dialogue permanent avec vous ?

Car nous ne pouvons pas dupliquer notre dispositif dans chaque région viticole, même grande ! »

« Qu'en est-il des porte-greffes génétiquement modifiés ? »

L'INRA a engagé un débat sur ce sujet avec ses partenaires et avec l'opinion, à propos de porte-greffes résistants au court noué. Nous en dégageons l'expression de réticences ou même d'hostilité.

En conséquence, nous avons arraché les essais en plein champ, mais nous avons conservé le matériel végétal.

Car il y a nécessité de poursuivre cette recherche, pour une échéance à 10-20 ans. Nous avons maintenant un an de discussions avec la profession. Car il n'est pas question d'encourir des reproches en cas de sinistre dans le futur ! »

En quelque sorte la gestion du principe de précaution quant aux risques encourus dans le futur de n'avoir pas fait aujourd'hui le choix des technologies de la transgénèse. Mais ce principe de précaution joue aussi quant aux conditions de poursuite de ces travaux, qui seront réalisés sur « des souches confinées seulement ».

« Valoriser les terroirs »

Terroirs, terroirs... Un mot-clé qui revient fréquemment dans les propos des intervenants. Ainsi, Claude Papin a fait les éloges des travaux qui ont été conduits sur le thème vigne et terroir... Et Dominique Gaignard (horticulture fruitière) commente aussi à propos de la maîtrise de la qualité des produits : « *Le consommateur est en recherche d'une meilleure adéquation entre produit et terroir* ».

Christiane Lambert argumente en faveur de l'option de recherches sur les terroirs. C'est même « *une autre commande* » qu'elle adresse à l'INRA. Car cet ancrage territorial de l'agriculture française pourrait bien constituer un avantage comparatif sur les marchés du monde... :

« Cette « option terroir » doit être comprise en référence au rayonnement international de l'agriculture française et à sa participation aux échanges. Elle porte des solutions à la question des « autres voies du développement », comme nous le montre l'exemple des fromages, du vin, de l'arboriculture, de la viande... L'ancrage territorial prend une importance croissante, et ceci d'autant plus que progresse la globalisation. Quel peut être l'apport de la science ? »

Pourtant, Nicole Chupin (CLCV) exprime sa différence dans cette ambiance de satisfactions et de demandes intéressées adressées à l'INRA de la part de responsables professionnels : celle du porte-parole de ceux dont on parle beaucoup – les consommateurs – mais qui ne s'expriment que rarement dans l'enceinte d'un Centre de recherches de l'INRA, sinon même jamais, comme elle le rappelle :

« Pendant longtemps, nous nous sommes exprimés à propos de la qualité : la qualité d'un logement, la qualité alimentaire, la qualité de l'environnement... Mais nous n'étions jamais entendus là-dessus. Aujourd'hui, vous nous demandez ce que nous pensons de la recherche et de l'agriculture durable.

En fait, « durable », « intégré », « raisonné »... Ces mots que j'entends ici, qu'est-ce que ça veut dire ? Le consommateur de base est perdu ! Il y a des choses à préciser... Les responsables des associations cherchent à y travailler... Je vous entends parler de la formation des étudiants... mais il y aurait de l'intérêt à faire un cours pour les consommateurs !

J'entends aussi que vous dites qu'il faut adapter les cultures aux ressources, aux sols, à la territorialité. Aujourd'hui, nous ne pouvons être que d'accord ! Mais pourquoi ne pas nous avoir entendus il y a trente ans ? Et pourquoi continuez-vous à cultiver du maïs dans des régions où ce n'est ni le sol ni le climat pour cette plante ?

J'ai entendu un chercheur du CNRS qui travaille pour les industries agro-alimentaires déclarer qu'il avait la capacité de faire tous les arômes de synthèse... sauf le cacao. Et alors que deviennent les pays qui produisent les arômes naturels ? Et on va nous parler de terroirs ! Ça ne va pas ! C'est un problème de fond ! Qui va s'occuper de ça ? »

Il y a de l'indignation dans les propos de Nicole Chupin. Et comme elle n'a pas eu jusqu'à présent l'occasion de s'exprimer dans l'enceinte de l'INRA, elle y met toute sa force. Ce qui lui attire une réaction non moins forte de Bertrand Hervieu, celle qui est rapportée plus haut !

Concevoir une agriculture qui garantisse la sécurité des aliments

Voilà un autre thème récurrent. Garantir la sécurité des aliments... Par rapport à des Centres de l'INRA où ce thème pourrait être décliné dans l'ambiance des paillasses, on évoque ici les rapports avec les systèmes de culture pour privilégier ceux qui diminuent les risques de pollution par des substances chimiques... Agriculture raisonnée, agriculture biologique...

Olivier Kriegk, Directeur scientifique, groupe Terena :

« Les dossiers de la sécurité des aliments et de l'environnement sont bien au cœur du développement durable. On manque de critères objectifs dans les milieux sociaux et politiques, on manque d'outils de mesure, en particulier sur la sécurité des aliments (par exemple actuellement sur la pintade et la coccidiose), sur les questions d'environnement (par exemple sur blé, protéines et nitrates). »

Bertrand Hervieu :

« Oui, la mesure, les critères objectifs sont bien dans notre mission ! Il y a là un gros chantier engagé et à accomplir »

C. Journet, Groupe des agriculteurs biologiques :

« L'approfondissement du lien producteurs – chercheurs sur les systèmes durables doit permettre de mesurer et de repérer les conditions de cette durabilité, sur de l'appliqué.

Dans les années 60, il fallait nourrir tout le monde. Aujourd'hui, les enjeux portent davantage sur la qualité. Comment faire évoluer les systèmes d'hier ?

Par exemple, les systèmes prairiaux manquent de recherche fondamentale. C'est peut-être un système qui a des avantages, il dépasse la parcelle. »

Christian Huet, Ferme expérimentale en Agriculture biologique :

« Nous avons les premiers résultats sur la ferme expérimentale. Nous devons nous associer avec la recherche pour travailler sur les espèces cultivées, sur les prairies. La collaboration avec l'INRA est nécessaire sur la relation sol/plante/animal, sur la vie microbienne des sols. »

Bertrand Hervieu :

« Le message est bien reçu. Il faut que nous renforçons nos relations avec l'Agriculture biologique. »

Georges Sicard, Directeur technique de la FNAMS

« La production de semences et un des facteurs de la production agricole, un des facteurs de l'agriculture durable.

Dans le cadre du contrat de plan Etat-Région, nous avons une bonne collaboration scientifique, qui va dans le sens de l'agriculture durable.

Avec 50 espèces potagères et espèces fourragères, il faut disposer d'outils concrets pour mettre au point des outils qui nous permettront d'aller vers l'agriculture raisonnée. »

Pour conclure.... Avec Bertrand Hervieu

« Merci de cet échange qui est pour nous irremplaçable, qui nous aide à mieux comprendre où est notre place dans la société.

Je vous donne rendez-vous pour d'autres débats de ce genre.

Comment l'INRA restera un grand établissement de recherche, produira des connaissances pour produire du développement ?

Comment la recherche scientifique sera un des acteurs de la construction de l'espace européen ?

Le XXème siècle n'avait pas que des qualités... Que le XXIème soit meilleur ! »

* * * * *

Retour vers le ciel toulousain

Retour sur image... la symbolique des lieux

Quelles images et quelles impressions retenir de ce débat ? Tandis que je mémorise le contenu et la tonalité de ces échanges, la symbolique des lieux me paraît prendre de plus en plus de consistance. Les bâtiments de l'administration et des unités de recherche de l'INRA... une recherche solidement installée, au barycentre de plusieurs forces :

La force des terroirs, représentée par la vieille demeure angevine et son muret immobile à l'épreuve du temps...

La force de la modernité « high tech » de la SNES, qui a envahi tout le paysage du plateau et qui a entraîné avec lui des firmes, comme la biologie moléculaire et la transgénèse ont mobilisé les forces de l'INRA...

La force de la démarche traditionnelle de l'INRA qui a fait la preuve de son efficacité, avec le verger expérimental où s'exercent les métiers dont certains secteurs professionnels craignent la disparition. (Je me permets cette paraphrase : « *Qu'allons-nous devenir si le père INRA de la création variétale disparaît ?* »)...

Et à côté, le lotissement d'allure banale comme témoin avancé de la société urbaine...

Des appels à l'équilibre

Entre les champs de force symbolisés par la configuration particulière des lieux de l'INRA à Angers, on imagine fort bien qu'il y ait des tensions.

Mais peut-être les Pays de Loire, ce « jardin de la France, secrètent-ils des humeurs plus nuancées que les garrigues et les plaines du Languedoc-Roussillon... Car j'entends en effet des appels à l'équilibre traverser tout ce débat. Ainsi, par exemple :

- des inquiétudes quant au poids pris par la génomique, par la biologie moléculaire, par l'intracellulaire... par rapport au besoin de rassembler des connaissances sur l'évaluation des risques, sur la microbiologie, sur la résistance aux maladies, sur les relations sol/plante/animal...
- des demandes pour mieux mesurer les enjeux du partenariat : à propos des rapports entre recherche publique et intérêts privés, une méfiance vis-à-vis de la force des grands groupes de biotechnologie, une demande de la part des PME de l'horticulture
- une recherche portant sur des produits et des marchés de « niche » et pas uniquement sur de « grandes » productions
- une attention à porter à des domaines orphelins de la recherche agronomique : des gènes aux fonctions encore inconnues... aux agricultures des pays lointains dont il faudrait comprendre la logique
- une approche de la sécurité sanitaire des aliments réalisée sous l'angle de l'ingénierie des conditions de production
- un investissement sur la compréhension des terroirs locaux et de leurs produits spécifiques... pour gagner les défis de la mondialisation
- une approche technique de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, mais aussi de nouvelles questions sur les rapports entre multifonctionnalité et société, sur les aspects juridiques, sur la formation...

* * * * *